

PARTIE I : LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE LA RÉINSERTION SOCIALE

CHAPITRE I. GÉNÉRALITÉS

Section 1. Approche socio-historique

§1. Notion de « réinsertion sociale »

1. Définitions
2. Réinsertion sociale et notions voisines

§2. Historique

1. Privation de liberté comme moyen d'expiation
2. Les rénovations apportées par les Droits de l'Homme

Section 2. Droit comparé

- §1. En Europe (en Espagne, en France)
- §2. En Amérique (aux États Unis, au Canada)
- §3. En Asie (en Chine, en Russie)
- §4. En Afrique (en Algérie, à Madagascar)

Section 3. Cadre légal de la détention à Madagascar

§1. Le droit positif malgache applicable à la détention

1. Les textes de base
2. Les textes d'application

§2. Le droit régional

1. Les textes relatifs aux droits de l'Homme
2. Les déclarations particulières relatives à la détention

§3. Le droit international

1. Les pactes et conventions relatifs aux droits de l'Homme
2. Les déclarations, principes et règles relatifs à la détention

CHAPITRE II. FONDEMENTS ET OBJECTIFS

Section 1. Fondements juridiques

§1. Dignité humaine : respect des droits fondamentaux

1. De l'Homme
2. De la femme
3. De l'enfant
4. Des détenus

§2. Défense sociale

1. Ordre public
2. Sécurité publique

§3. Etat de droit

1. Principe du devoir d'assistance de l'Etat
2. Le service pénitentiaire et l'organisation judiciaire
- §4. Finalités du droit pénal et de la science pénitentiaire
 1. But et sens de la peine
 2. Resocialisation du délinquant
 3. Suppression de la criminalité

Section 2. Objectifs

- §1. Réhabilitation subjective
 1. Lutte contre la désocialisation du détenu
 2. Préparation au retour à la société
- §2. Réhabilitation objective
 1. Lutte contre la marginalisation
 - 1.1. Prison comme établissement correctionnel
 - 1.2. Principe de l'ouverture de la prison sur l'extérieur
 2. Lutte contre la récidive

CHAPITRE III. INTERVENANTS ET ATTRIBUTIONS

Section 1. Acteurs publics

- §1. Le Ministère de la Justice
 1. Organisation générale
 2. Missions particulières
- §2. L'Administration Pénitentiaire
 1. Le personnel administratif
 - 1.1. La Direction de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée
 - 1.2. La Direction de l'humanisation de la détention et de la réinsertion sociale
 - 1.3. Le service de la réinsertion sociale et de l'éducation surveillée
 - 1.4. La Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire
 2. Le personnel de surveillance
 - 2.1. Le chef d'établissement
 - 2.2. Les éducateurs spécialisés
 - 2.3. Les commissions de surveillance
 - 2.4. Les aides éducateurs bénévoles d'établissements pénitentiaires

Section 2. Autres acteurs

- §1. Les Organisations Non Gouvernementales
 1. Confessionnelles et Non confessionnelles
 2. Permanentes et Non permanentes
- §2. Les bailleurs de fonds

- §3. Les associations
- §4. Les familles et les proches
 - 1. Visites et Correspondances
 - 2. Aides et apports familiaux
- §5. La personne détenue

CHAPITRE IV. LIEU ET PÉRIODE D'EXÉCUTION

Section 1. Les différents régimes pénitentiaires

- §1. Emprisonnement en commun
- §2. Emprisonnement cellulaire ou système pennsylvanien
- §3. Système mixte
 - 1. Système d'Auburn
 - 2. Système progressif

Section 2. Les Etablissements Pénitentiaires

- §1. Les établissements fermés
 - 1. Les maisons centrales
 - 2. Les maisons de force
 - 3. Les maisons de sûreté
 - 4. Les établissements destinés à l'enfance délinquante
- §2. Les établissements ouverts
 - 1. Les camps pénaux
 - 2. Les villages pénitentiaires
 - 3. Les jardins pénaux
 - 4. Les centres de rééducation
 - 5. Les centres de réadaptation ou Toby Fiarenana
 - 6. Les centres de réinsertion

Section 3. Période et cibles de la réinsertion sociale

- §1. Période d'exécution
 - 1. Dès la condamnation
 - 2. Durant la période d'incarcération
 - 3. A la libération
 - 4. Durant la période post carcérale
- §2. Les catégories particulières de détenus visées
 - 1. Les condamnés de longue peine
 - 2. Les détenus primaires
 - 3. Les femmes et les mineurs
 - 4. Les détenus les plus démunis

PARTIE II : LA MISE EN ŒUVRE D'UNE RÉINSERTION SOCIALE

RÉUSSIE

CHAPITRE I. MESURES SOCIO-ADMINISTRATIVES ET JURIDICTIONNELLES

Section 1. Mesures coutumières

- §1. Interdiction de regarder en arrière
- §2. Internement dans une chambre
- §3. Purification

Section 2. Aménagements des mesures d'exécution de la peine

- §1. Suspension de l'exécution de la peine
 - 1. Sursis
 - 2. Libération conditionnelle
- §2. Extinction des peines : Grâce
- §3. Effacement de la peine
 - 1. Amnistie
 - 2. Réhabilitation

Section 3. Aménagements du temps d'exécution de la peine

- §1. Permission de sortie
- §2. Fractionnement de la peine

Section 4. Aménagements du lieu d'exécution de la peine

- §1. Semi-liberté
- §2. Placement à l'extérieur

Section 5. Traitement particulier des mineurs

- §1. Traitement en milieu libre
 - 1. Liberté complète
 - 2. Liberté surveillée
- §2. Traitement en communauté
 - 1. Mesures éducatives
 - 2. Mesures de protection

CHAPITRE II. LES TRAITEMENTS INTRA MUROS

Section 1. Acquisition de connaissances

- §1. Enseignement
 - 1. Alphabétisation : Les détenus bénévoles de la MC Antanimora
 - 2. Formation scolaire : le centre de rééducation Anjanamasina
- §2. Formation professionnelle

1. Atelier art et métier : l'ONG Sentinelle et les « Jeunes Mamans d'Antanimora »
2. Cours de langues : cas de la MC Manjakandriana

Section 2. Développement des capacités physiques et motrices

§1. Hygiène, soins médicaux et alimentation

1. Approvisionnement en eau : Médecins du monde et la MC Mampikony
2. Fournitures de médicaments : l'ONG Médicap et les EP de l'Est
3. Assistance nutritionnelle : participation active de l'ACP

§2. Activités sportives

1. Dotation d'équipements sportifs : l'exemple de la MC Vatomandry
2. Pratique du sport : cas de la MC Mahajanga

Section 3. Développement de la personnalité socioculturelle

§1. Activités sociales

1. L'assistance sociale et relations familiales : l'ONG Sentinelle
2. Instruction morale et civique

§2. Activités culturelles

1. Audio visuels : APRAM et les émissions éducatives
2. Bibliothèque : la « salle polyvalente » de la MC Vatomandry
3. Distractions
 - 3.1. Le Fanorona malagasy
 - 3.2. Jeux collectifs : cas des « Jeunes Filles d'Antanimora »

§3. Activités cultuelles

1. Le droit au culte
2. La prison : champ privilégié des missions

CHAPITRE III. LES TRAITEMENTS EN MILIEU OUVERT

Section 1. Le travail pénitentiaire : élément rédempteur

§1. Utilité

1. Moyen de reclassement
2. Moyen de discipline
3. Moyen de réparation

§2. Organisation

1. Régie directe : le service d'intérêt général
2. Concession : l'exemple du détenu travaillant à l'ONN
3. Individuel : cas des détenus de la MC Antanimora

§3. Rémunérations

1. Création de compte nominatif
2. Pécule de libération

- 3. Part disponible
- §4. Cas particulier du centre de réinsertion Tsaramanasoa Itaosy
 - 1. Conditions d'accueil
 - 2. Les volets d'activités
 - 3. Situation du travail en concession
 - 4. Situation des contrats futurs d'embauche

Section 2. Les activités agricoles et pastorales dans les camps pénaux

- §1. Le camp pénal de Tsaratanàna Vatomandry
 - 1. Critères de sélection des détenus
 - 2. Les activités agricoles (culture maraîchère, culture de céréales)
 - 3. Les activités pastorales (apiculture et pisciculture)
 - 4. La méthode RRI au camp pénal de Vatomandry
- §2. Le camp pénal de Betakolony Miarinarivo : le projet « Fonja fiarenana »
 - 1. Missions principales du camp pénal
 - 1.1. Approvisionnement alimentaire de la MC Miarinarivo
 - 1.2. Réinsertion sociale des détenus de la MC Miarinarivo
 - 2. Problèmes rencontrés dans le camp pénal
 - 2.1. Facteurs institutionnels
 - 2.2. Facteurs techniques
 - 2.3. Facteurs organisationnels
 - 3. Réalisations du projet
 - 3.1. Augmentation de la production vivrière
 - 3.2. Gestion rationalisée des produits
 - 3.3. Amélioration de la capacité d'organisation

Section 3. Les aides post carcérales

- §1. Les critères d'octroi
- §2. Sur le court terme
 - 1. Vivres de route
 - 2. Frais de déplacement
 - 3. Fournitures de vêtements
- §3. Sur le moyen terme
 - 1. Suivi après la libération : l'exemple de l'ONG Sentinelle
 - 2. Formations supplémentaires : cas du centre Tsaramanasoa Itaosy
- §4. Sur le long terme
 - 1. Contrat de pré emploi
 - 2. Octroi de fonds de démarrage : cas du Microcred

CHAPITRE IV. ÉVALUATION DE LA MISE EN OEUVRE

Section 1. Avancée des mesures législatives, judiciaires et organisationnelles

§1. Au niveau de la législation

1. Réforme des lois
2. Carence et lacunes des textes
3. Contradiction des textes

§2. Au niveau des mesures judiciaires

1. Accélération du traitement des dossiers des détenus
2. Evolution de la situation de la libération conditionnelle
3. Durée prolongée de la détention préventive

§3. Gestion rationalisée des établissements pénitentiaires

1. Inspection, suivi et contrôle
 - 1.1. Mise en place de commission d'enquête sur le travail carcéral
 - 1.2. Institution de commission de surveillance
 - 1.3. Fermeture provisoire d'établissements pénitentiaires
2. Redynamisation des camps pénaux
 - 2.1. Dotation d'équipements agricoles
 - 2.2. Augmentation de la production agricole
3. La méthode Initiative à Résultats Rapides
 - 3.1. Institution de camps pénaux pilotes
 - 3.2. Exploitation de jardins pénaux

Section 2. Faiblesse des moyens : entrave au respect des droits

§1. Le personnel pénitentiaire

1. Insuffisance du personnel administratif
2. Vieillesse du personnel de surveillance
3. Existence de formations adéquates

§2. Infrastructures

1. Construction et réhabilitation de bâtiments pénitentiaires
2. Persistance de l'état de délabrement des locaux de détention
3. Surpopulation carcérale dans les établissements fermés
 - 3.1. Récidive et apparition de délinquants primaires
 - 3.2. Séparation non effective entre prévenus et condamnés
 - 3.3. Séparation non effective selon les catégories d'infraction
4. Insuffisance des établissements ouverts
 - 4.1. Non affectation des terres
 - 4.2. Environnement défavorable aux centres de réinsertion

§3. Moyens financiers

1. Part considérable dans le budget du Ministère de la Justice
2. Prise en charge des détenus non couverte

Section 3. Portée réduite de la réinsertion sociale

§1. Nombre réduit des bénéficiaires

1. Faible pourcentage de dossiers de libération conditionnelle traités
2. Semi-liberté et placement à l'extérieur : cas exceptionnels
3. Quasi-inexistence de toute action post carcérale

§2. Importance relative de la collaboration avec les ONGs

1. Respect des conventions tripartites
2. Disproportion entre actions et envergure des besoins
3. Nombre réduit des organismes spécialisés dans le domaine

§3 Insuffisance de vulgarisation des droits

1. L'opinion publique
 - 1.1. Réflexe social de rejet
 - 1.2. Manque de confiance des employeurs
2. La famille d'accueil
 - 2.1. Manque d'information
 - 2.2. Contact limité avec le parent détenu
3. La personne détenue
 - 3.1. Méconnaissance de ses droits
 - 3.2. Absence de volonté de redressement
4. Le personnel surveillant
 - 4.1. Non spécialisé
 - 4.2. Non motivé

CHAPITRE V. PERSPECTIVES

Section 1. Pour une meilleure application des textes

§1. Vulgarisation des droits

1. Conscientisation de la société
2. Organisation de l'information des familles
3. Sensibilisation et éducation des détenus
4. Professionnalisation et spécialisation du personnel surveillant

§2. Renforcement du processus d'humanisation de la détention

1. Amélioration de la condition carcérale
 - 1.1. Séparation des prévenus et des condamnés
 - 1.2. Séparation par catégorie d'infraction
2. Création de nouveaux établissements pénitentiaires

- 3. Réorganisation du service pénitentiaire
- §3. Limitation des effets désocialisants de l'incarcération
 - 1. Respect de la durée de la détention préventive
 - 2. Réactivation de la libération conditionnelle
 - 3. Mise en place d'un régime souple des visites

Section 2. Pour l'adoption de nouveaux textes

- §1. Etablissement de règles claires relatives au travail des détenus
- §2. Fixation d'un cadre juridique relatif aux centres de réinsertion
- §3. Adoption de textes relatifs à la semi-liberté et au placement extérieur
- §4. Définition des conditions juridiques d'octroi d'aides post carcérales

Section 3. Pour la mise en œuvre d'une politique volontariste

- §1. Mobilisation de crédits budgétaires importants
- §2. Amélioration des conditions nutritionnelles
- §3. Développement du partenariat public/privé
- §4. Création d'établissements spécialisés pour la réinsertion sociale des détenus
 - 1. Dotation de terres et d'équipements
 - 2. Institution de centres de réinsertion

CONCLUSION

S'il est impossible de recréer en prison les conditions d'une « vie normale », tout doit être mis en œuvre pour s'en rapprocher. Comparée à l'humanisation de la détention carcérale, la réinsertion sociale consiste à une réduction plus poussée des différences qui existent entre la vie d'un détenu et la vie d'un homme libre. Elle a fondamentalement pour objectif de préparer la personne détenue à son retour à la société et permet, de ce fait, de lutter contre la récidive. Ainsi, la resocialisation ne commence pas après la libération, c'est un processus inauguré avec la condamnation. En effet, la personne condamnée doit être amenée à maintenir et à établir des relations avec des personnes et entités pouvant favoriser sa réinsertion sociale, familiale et professionnelle.

La réhabilitation sociale ne se limite pas uniquement à l'instruction religieuse ou à la formation professionnelle au sein des maisons centrales, elle s'étend jusqu'au niveau des centres de réadaptation, des villages pénitentiaires, des jardins pénaux, des camps pénaux et des centres de réinsertion, et tend à confier plus de responsabilité aux personnes incarcérées. Les liens familiaux et le travail pénitentiaire constituent les principaux facteurs de réadaptation. La préparation progressive à la vie normale est alors plus efficace que le traitement en milieu fermé. Toujours est-il que la véritable problématique de la réalité carcérale réside dans la conciliation du respect de la dignité de la personne du détenu d'une part, et du souci de la valeur sociale de la sanction à lui infligée d'autre part.

Multiplés réalisations ont été entreprises, en application des décrets de 2006, par l'administration pénitentiaire, le ministère de la justice en collaboration avec les organismes spécialisés et avec l'appui des bailleurs de fonds. Cependant, l'évaluation ne situe pas encore celles-ci à mi-chemin. Le strict respect de la séparation catégorielle des détenus, la fixation d'un cadre juridique précis relatif aux modalités de resocialisation, et la mobilisation de crédits budgétaires importants sont, entre autres, préconisés pour la mise en œuvre d'une réinsertion sociale réussie. Et s'il est prouvé qu' « une politique pénitentiaire ayant pour but la réinsertion sociale des détenus constitue un élément important au moment d'évaluer le fonctionnement de la démocratie d'un Etat »*, alors la continuation à long terme et à un rythme plus intensif de ces trois années d'efforts est certainement le meilleur moyen pour donner une image favorable à notre pays.

Mot Clés : Droit de l'homme ; Miroités de favorisés ; Rôle de l'état ; Places des acteurs sociaux

* Recommandation 1741 (2006), Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

BIBLIOGRAPHIE

TEXTES JURIDIQUES NATIONAUX

- Constitution de la République de Madagascar
- Code Pénal Malgache
- Code de Procédure Pénale
- Ordonnance n°62-038 du 19 Septembre 1962 sur la protection de l'enfance (JO n° 244 du 28.09.62, p1983)
- Loi n° 58-28 du 24 Février 1959 sur l'administration pénitentiaire (JO n° 28 du 28 Février 1959 n 568, RTL IV)
- Loi n° 95-010 du 10 Juillet 1995 portant statut du personnel du corps de l'administration pénitentiaire
- Loi n°2007-021 modifiant et complétant certaines dispositions du Code de procédure Pénale relative à la détention préventive (JO n°31 55 du 11.12.07, p9269)
- Décret n° 59-121 du 27 Octobre 1959 portant organisation générale de l'administration pénitentiaire (JO n° 71 du 31 Octobre 1959, p. 2252. Errata : JO n° 721 du 7 Novembre 1959)
- Décret n° 2005-711 du 25 Octobre 2005 portant organisation de la libération conditionnelle (JO n°3016 du 27.02.06, p1630)
- Décret n° 2006-015 du 17 Janvier 2006 portant organisation générale de l'administration pénitentiaire (JO n°3035 du 05.06 .06, p3419)
- Décret n°2006-901 du 19 Décembre 2006 portant organisation de la préparation à la réinsertion sociale, familiale et professionnelle des personnes détenues (JO n° 3102 du 23.04.07, p2810)
- Décret n° 2008-438 du 05 Mai 2008 fixant les attributions du Garde des Sceaux, ministre de la Justice ainsi que l'organisation générale de son ministère
- Arrêté n° 10340/2007 du 21 Juin 2007 relatif au code de conduite du personnel de l'administration pénitentiaire (JO n°3125 du 20 Août 2007, p. 4710)
- Circulaire n°002-MJ/DGAJ/DAJ-Cic/06 sur la libération conditionnelle
- Circulaire n° 418 bis MJ/SG/DGAP du 04 Août 2006 relative au travail des personnes détenues

TEXTES JURIDIQUES RÉGIONAUX

- Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples

TEXTES JURIDIQUES INTERNATIONAUX

- Code de Procédure Pénale Français
- Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 1948

- Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus, 1955
- Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, 1966
- Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux, Culturels, 1966
- Ensemble des principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, 1988
- Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, 1990

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- LARGUIER, Jean. Droit Pénal Général, Paris, 13^{ème} édition, Dalloz, 1991, 166p.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- CHAPUIS, Edouard. *Prison pour un expert de Madagascar et La Réunion, une vérité interdite*, Paris, Ed. L'Harmattan, Collection Repères pour Madagascar et l'Océan Indien, 1993, 239p.
- CHRISTIE, Nils. *L'industrie de la punition. Prison et politique pénale en Occident*, Paris, Ed. Autrement Frontières, 2003.
- King's College London : International Centre for Prison Studies, *Guidance Notes On Prison Reform*, 2004.
- LARGUIER, Jean. *Criminologie et Science Pénitentiaire*, Paris, 6^{ème} édition, Dalloz, 1989, 130p.
- Penal Reform International, *Pratique de la prison : Du bon usage des règles pénitentiaires internationales*, Paris, PRI Edition, 1995.

BIOGRAPHIE

- SCHACHTEL, M. *Femmes en prison : Dans les coulisses de Fleury-Mérogis*, Paris, Albin Michel, 2000.

BULLETINS ET RAPPORTS

- Catholic Relief Services, *Justice et droits de l'Homme*, 2006
- Catholic Relief Services, *Projet Fonja Fiarenana : Amélioration des conditions alimentaires des détenus de la Maison centrale de Miarinarivo*, 2006
- Cour des comptes française, *Garde et réinsertion-La gestion des prisons*, Rapport public thématique, Janvier 2006.
- Médecins du monde, *Bilan des conditions de détention des femmes et des mineurs dans les cinq établissements pénitentiaires du Nord de Madagascar : Mahajanga, Mampikony, Antsohihy, Ambanja, Antsiranana*, Novembre 2007
- Médecins de monde, Ministère de la Justice, France coopération, *Formation des formateurs en droits de l'Homme en milieu carcéral*, Mars 2008
- Médecins du monde, *Rapport d'enquête sur les conditions de détention dans cinq établissements pénitentiaires de Madagascar : Mahajanga, Mampikony, Antsohihy, Ambanja, Antsiranana*, Mars 2008

- Ministère de la Justice, Bulletins d'information

COURS

- Droit pénal général, 2^{ème} année, 2007, RAZAFIMAHEFA Alain
- Droit des libertés publiques, 3^{ème} année, 2008, ANDRIAMAMBAVOLA Hugues
- Procédure pénale, 4^{ème} année option CJSC, 2009, RAZAFIMAHEFA Alain

TABLEAUX ET STATISTIQUES

- Evolution de l'effectif de la population pénale depuis 1989
- Effectif de la population carcérale dans les établissements pénitentiaires d'Antananarivo : Antanimora, Arivonimamo, Ankazobe, Manjakandriana, Tsiroanomandidy, Soavinandriana, Avril 2008

ENQUÊTES ET ENTRETIENS

- Enquête auprès des femmes détenues de la maison centrale d'Antanimora
- Entretien avec :
 - M. RANAIVO ANDRIAMAROAHINA, Directeur de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée ;
 - M. RAKOTOTAHINA, Chef d'établissement pénitentiaire, Maison centrale d'Antanimora ;
 - M. Thierry GONTIER, Coordinateur général de Médecins du monde
 - Les responsables de l'ONG Tsaramanasoa Itaosy

REVUES ET JOURNAUX

- Midi Madagasikara n°7779 du 10 mars 2009
- Tribune Madagascar du 12 mars 2008

DOCUMENTS AUDIO VISUELS

- Ministère de la Justice, Administration pénitentiaire, Ambassade des USA, *Mafonja : Fonja fiarenana sa fonja fanapotehina ?* Reportage Ikotoniaina, As'art Production, 2008

SITES INTERNET

- <http://assembly.coe.int/>
- <http://www.cairn.info/>